Volume 18 Issue 33
Originally issued as E7

Global Journal of HUMAN-SOCIAL SCIENCE: E
Economics
Volume 18 Issue 7 Version 1.0 Year 2018
Type: Double Blind Peer Reviewed International Research Journal
Publisher: Global Journals
Online ISSN: 2249-460x & Print ISSN: 0975-587X

La Massification Dans L'enseignement Supérieur: Contours, Enjeux et Solutions Possibles

By Tamokwe Piaptie
Université de Douala

Resume- La massification dans l'enseignement supérieur du Cameroun et des autres pays membres du CAMES s'inscrit dans une mouvance mondiale. Au minimum trois axes – demande, offre et produits/services – contribuent à l'alimenter. Elle est susceptible d'ancrage dans diverses théories économiques et le taux de croissance de la proportion des étudiants supérieur au double de celui de la population totale en est un fait stylisé. Cette massification emporte à la fois des enjeux à connotation péjorative et des enjeux à connotation méliorative. Pour y faire face, les solutions explorées – présentées – et explorables – suggérées – ont globalement pour finalité de sauvegarder la pertinence et la qualité des prestations offertes.

Motsclés: *enseignement supérieur, massification, qualité de la formation.*

GJHSS-E Classification: *FOR Code: 149999*



Strictly as per the compliance and regulations of:

© 2018. Tamokwe Piaptie. This is a research/review paper, distributed under the terms of the Creative Commons Attribution-Noncommercial 3.0 Unported License http://creativecommons.org/licenses/by-nc/3.0/), permitting all non-commercial use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

La Massification Dans L'enseignement Supérieur: Contours, Enjeux et Solutions Possibles

Tamokwe Piaptie

Resume- **La massification dans l'enseignement supérieur du Cameroun et des autres pays membres du CAMES s'inscrit dans une mouvance mondiale. Au minimum trois axes – demande, offre et produits/services – contribuent à l'alimenter. Elle est susceptible d'ancrage dans diverses théories économiques et le taux de croissance de la proportion des étudiants supérieur au double de celui de la population totale en est un fait stylisé. Cette massification emporte à la fois des enjeux à connotation péjorative et des enjeux à connotation méliorative. Pour y faire face, les solutions explorées – présentées – et explorables – suggérées – ont globalement pour finalité de sauvegarder la pertinence et la qualité des prestations offertes.**

Motsclés: enseignement supérieur, massification, qualité de la formation.

I. Introduction

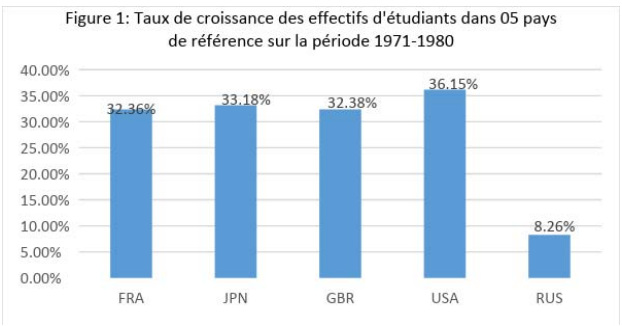
Il est désormais largement admis que le progrès technique, entendu comme l'accroissement dans un processus cumulatif des savoirs humains appliqués à la production, joue un rôle essentiel dans la croissance et le développement des nations. Approfondissant les analyses de Solow (1957) qui mettaient déjà en évidence le progrès technique comme facteur explicatif de la croissance économique, dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, les théories de la croissance endogène vont davantage mettre en lumière le rôle primordial du capital humain - en termes d'éducation personnelle (Lucas, 1988) - et de la connaissance technologique (Romer, 1990) dans la pérennisation de la croissance économique.

Dans le monde contemporain de l'économie du savoir, l'évolution tant des individus que des collectivités est de plus en plus déterminée par ces progrès technologiques. Par suite, le maintien et le développement de leur prospérité exige des pays qu'ils conservent leurs avantages concurrentiels en développant et en entretenant une main-d'œuvre qualifiée, en maintenant une base de recherche compétitive à l'échelle mondiale et en améliorant la diffusion des connaissances au profit de la société dans son ensemble (Tremblay et al., 2012).

Dans ce contexte, l'enseignement supérieur, qui est le niveau d'éducation où se développent par excellence les connaissances et savoirs affinés et les capacités d'innovation, se retrouve naturellement au cœur des stratégies individuelles, locales, nationales et internationales d'arrimage à l'économie du savoir.

Si la conjoncture ainsi décrite peut être l'un des principaux fondements de la massification actuellement constatée de l'enseignement supérieur dans le monde, cette massification étant perçue ici d'emblée comme une large augmentation des effectifs des étudiants, il reste que pour certaines régions du monde, les débuts de ce phénomène sont antérieurs à la révolution numérique qui est le principal vecteur de l'économie du savoir.

En effet, le phénomène de la massification dans l'enseignement supérieur prend corps dans les pays développés quelques années après la seconde guerre mondiale, à partir des années 60 ou 70 selon les pays. Ainsi, sur la période 1971-1980 par exemple, on observe un accroissement des effectifs des étudiants aux USA de 36,55%, au Royaume Uni de 32,38%, en France de 32,36%, au Japon de 33,18% et en Russie de 8,26% (Figure 1).



Source: l'auteur à partir des WDI 20171

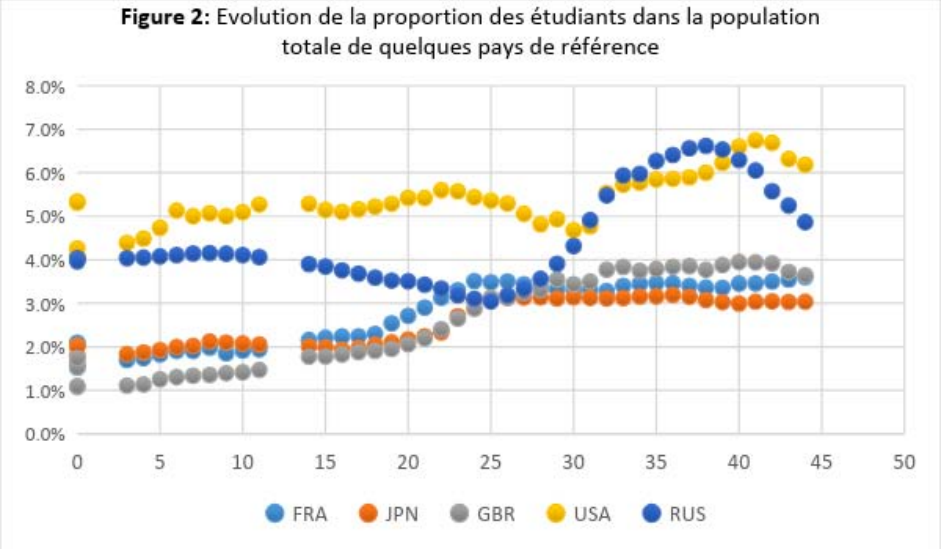
Fig.1: Taux de Croissance des Effectifs D'etudiants dans 05 pays de Reference sur la Periode 1971-1980

Author: Georges Bertrand Maitre de Conférences Agrégé ESSEC-Université de Douala. e-mail: tamokwe@yahoo.fr

[1] Accessible en ligne à l'adresse: http://databank. worldbank. org/ data/reports.aspx?source=world-development-indicators.

© 2018 Global Journals

On soulignera cependant que sur ladite période, en moyenne plus de 4% de la population totale des USA et de la fédération de Russie sont dans le supérieur contre moins de 2% pour les autres pays (Figure 2).



Source: l'auteur à partir des WDI 2017

Fig. 2: Evolution de la Proportion des Etudiants dans la Population totale de Quelques pays de Reference

En Afrique subsaharienne sur la même période, on note un accroissement de 72,26% de la population estudiantine avec toutefois une moyenne relativement très faible de 0,145% de la population totale dans l'enseignement supérieur, ce qui correspond à un étudiant pour près de 690 habitants contre 1 moins de 100 habitants dans tous les pays de référence ici retenus.

Néanmoins, bien que son rythme semble être contingent aux niveaux de développement des différents pays et des différentes régions du monde, la massification dans l'enseignement supérieur apparaît ainsi être un phénomène persistant qui, à juste titre, retient l'attention du public, des décideurs et des chercheurs.

Pour les chercheurs qui s'en sont préoccupés, les travaux ont généralement visé à tester 04 hypothèses (Wolter, 2013), à savoir : 1- l'hypothèse que la massification de l'enseignement supérieur conduit à une composition plus hétérogène ou diversifiée du corps étudiant en termes de background, de talents, de motivations et d'attentes, 2- l'hypothèse que la massification est non seulement un processus d'augmentation, mais aussi d'élargissement de la participation impliquant un changement de la structure des opportunités/possibilités d'accès à l'enseignement supérieur, 3- l'hypothèse de la conformité du processus de massification avec des objectifs politiques clés tels que la promotion de groupes défavorisés pour plus d'équité dans l'allocation et la distribution des opportunités sociales, et 4- l'hypothèse de l'existence d'un lien entre la massification de l'enseignement supérieur et le discours contemporain sur l'apprentissage tout au long de la vie.

Nonobstant la pertinence de ces hypothèses, l'ambition de la présente réflexion est relativement plus modeste. En effet, elle vise simplement à apporter une contribution à la question des enjeux du phénomène de massification de l'enseignement supérieur et à mettre en exergue quelques solutions explorées ou explorables dans le contexte du Cameroun et de l'espace CAMES. Ladite contribution emprunte essentiellement le prisme des sciences économiques, en rapport avec l'essor des Technologies de l'Information et de la Communication.

Dans cette perspective, il paraît judicieux de commencer dans une première section par étayer davantage le phénomène en présentant quelques axes, ancrages théoriques plausibles et évidences de la massification de l'enseignement supérieur. Ces contours étant circonscris, la deuxième section se consacre à la présentation des enjeux et solutions inhérents au phénomène. La dernière section est celle de la conclusion.

II. Quelques Contours de la Massification de L'enseignement Supérieur : Axes, Ancrages théoriques Plausibles et Évidences empiriques

Bien qu'ayant pâti dans les années 90 sous ajustement structurel d'une négligence ostentatoire soutenue par les institutions financières internationales (Mohamedbhai, 2008), l'enseignement supérieur en Afrique sub-saharienne est lui aussi désormais

© 2018 Global Journals

embringué dans un processus de massification à travers plusieurs axes qui se prêtent à divers ancrages théoriques plausibles (1) et dont on peut penser qu'ils en déterminent les évidences empiriques observés (2).

a) Axes et ancrages théoriques plausibles du phénomène

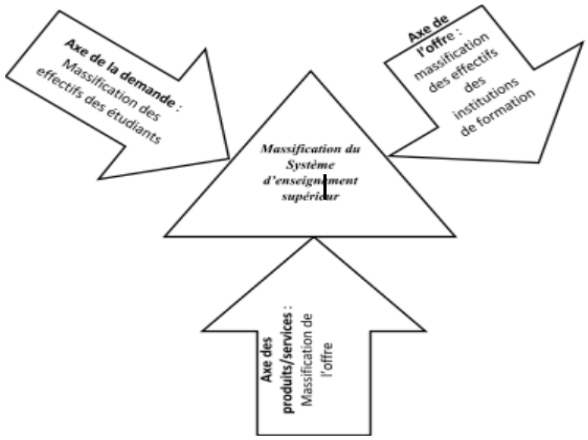
i. *Quelques axes du phénomène de massification de l'enseignement supérieur*

S'il va sans dire que la massification de l'enseignement supérieur est généralement réduite à l'augmentation rapide des effectifs des apprenants dans cet ordre d'enseignement, une exploration cartésienne du phénomène conduit cependant à y déceler plusieurs axes. Empruntant aux concepts des sciences économiques et de gestion pour disséquer le phenol-mène, il est en effet possible d'entrevoir au minimum 03 axes contribuant à l'alimenter, à savoir : un axe de la demande, un axe de l'offre et un axe des produits/services.

Suivant cette nomenclature, l'axe de la demande charrie la massification des effectifs des étudiants. En conséquence, c'est lui qui est généralement retenu pour caractériser l'ensemble du phénomène de massification de l'enseignement supérieur. Bien que la prépondérance de cet axe ne soit plus de mise, il reste que le systeme *d'enseignement supérieur* de tout pays est bien constitué de nombreux éléments autres que les étudiants. Et, dans la mesure où ces derniers sont des demandeurs, leur massification tend généralement à aller de pair avec celle des offreurs, certes en proportions moindres et avec un certain gap pour ces derniers.

L'axe de l'offre est ainsi celui qui porte l'augmentation de l'effectif des institutions de formation supérieure, ainsi que l'accroissement avec le temps de leur hétérogénéité, entre autres par l'origine de leurs capitaux : publics/privés, nationaux/internationaux. Cette massification des offreurs induit quasi-fatalement une intensification de la concurrence qui conduit à une augmentation certaine de la variété des produits/services de formation offerts.

Le troisième axe de massification dans l'enseignement supérieur est ainsi celui des produits/services offerts, tant en termes de formations diplômantes que de formations *certifiantes*, de formations en présentiel que de formations hybrides ou à distance.



Source: l'auteur

Figure 3: Quelques Axes de Massification du Système D'enseignement Supérieur

Cette approche analytique donne lieu à l'identification de quelques théories économiques potentiellement explicatives de ce phénomène de massification dans l'enseignement supérieur.

ii. *Quelques pistes théoriques plausibles d'ancrage du phénomène de massification de l'enseignement supérieur*

Sous la perspective des sciences économiques, la massification de l'enseignement peut être saisie comme le résultat de la mise en œuvre de leurs stratégies, par les acteurs que sont les demandeurs et les offreurs. Il est alors judicieux de considérer que le déploiement de ces stratégies s'effectue dans un environnement où ces agents doivent faire face à quelques contraintes.

Une première contrainte envisageable est celle de la conjoncture économique mondiale dont il est désormais largement admis qu'elle est marquée par la prépondérance de l'économie du savoir dont deux caractéristiques essentielles sont notamment: d'une part la tendance au déclassement rapide du travail non qualifié ou routinier et à sa substitution par le facteur capital ; d'autre part la tendance à la disparition des entreprises non innovantes.

A l'échelle domestique, une deuxième contrainte réside dans la démographie, aussi bien en termes de taille de la population totale que de structure

© 2018 Global Journals

par âges et par sexes de cette population. En effet, la jeunesse de la population dans les pays africains est un facteur de haute pression sur le marché du travail, le signal ultime étant celui de l'impératif de compétitivité pour y survivre.

Les 02 contraintes ci-hauts présentées affectent évidemment les comportements stratégiques des acteurs, demandeurs et offreurs.

En observant que l'Etat fait bien partie de ces acteurs, le fait que sa stratégie dans le système de l'enseignement supérieur est nécessairement conçue et opérationnalisée par des politiques et des bureaucrates induit la convocation possible, pour l'analyse de la massification de ce système, de la théorie économique des choix publics (Buchanan, Tollison et Tullock, 1980) et de la théorie économique de la bureaucratie (Niskanen,1971). Ces théories seraient alors mobilisées pour suivre la rationalité politico-économique des politiques et bureaucrates qui affichent en perspective l'objectif dual d'accès et d'équité dans des engagements en faveur d'une « démocratisation de la formation supérieure ».

Dans la stratégie du travailleur individuel, ces contraintes internationale et domestique mettent en mouvement la théorie du capital humain (Schultz, 1960; Becker, 1962) dans la mesure où l'éducation dans l'enseignement supérieure est perçue comme un investissement au rendement escompté potentiellement plus élevé que dans les ordres inférieurs d'enseignement.

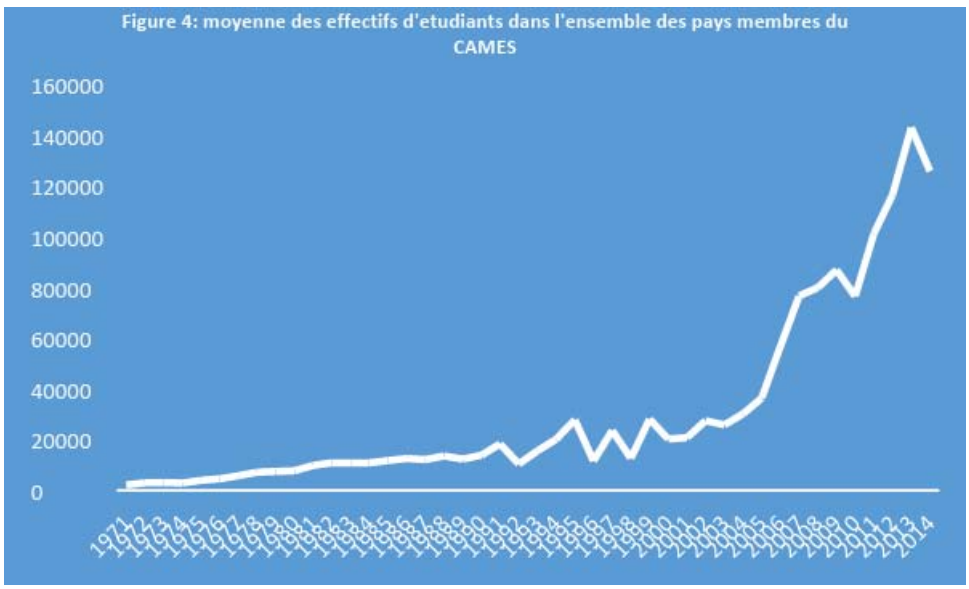
Cependant, une caractéristique structurelle du marché de l'emploi est l'asymétrie d'information qui se traduit par une relation d'agence induisant des comportements stratégiques de production des signaux crédibles chez les deux groupes d'acteurs que sont les entreprises offreuses d'emploi et les travailleurs demandeurs d'emploi. Par suite, la théorie de l'agence (Meckling et Meckling 1976) et la théorie du signal (Spence, 1974) peuvent également être utilement mobilisées.

b) Quelques évidences empiriques de la massification de l'enseignement supérieur dans l'espace CAMES en général et au Cameroun en particulier.

i. *Quelques évidences empiriques dans l'espace CAMES*

L'observation des statistiques du système d'enseignement supérieur des pays membres du Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES)[2] révèle que, comme dans les pays de référence que nous avons retenu, le processus de massification dans l'enseignement supérieur est résolument en progression depuis la décennie 1970.

En retenant uniquement l'axe de la massification des effectifs, sur la période 1971-2014, dans l'ensemble des pays membres du CAMES, on constate un accroissement à allure exponentielle à la fois de la moyenne des effectifs d'étudiants (Figure 4) et de la proportion des étudiants dans la population totale (Figure 5).

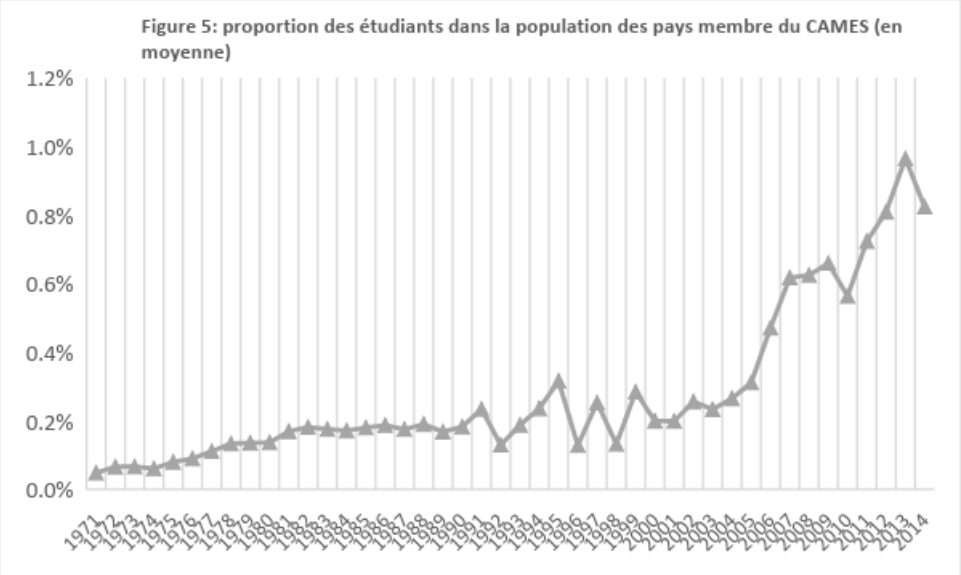


Source : l'auteur à partir des WDI 2017

Fig.4: Moyenne des Effectifs D'etudiants dans L'ensemble des Pays Membetes du CAMES

[2] Ces pays sont au nombre de 19, notamment: 1-le Benin, 2-le Burkina Faso, 3- le Burundi, 4- le Cameroun, 5- la République Centrafricaine, 6- la République du Congo, 7- la Cote D'ivoire, 8- le Gabon, 9- la République de Guinée, 10- la Guinée-Bissau, 11- la Guinée Equatoriale, 12- Madagascar, 13- le Mali, 14- le Niger, 15- la République Démocratique du Congo, 16- le Rwanda, 17- le Sénégal, 18- le Tchad et 19- le Togo.

© 2018 Global Journals



Source: l'auteur à partir des WDI 2017

Fig. 5: Proportion des Etudiants dans la Population des Pays Member du CAMES (Eenmoyenne)

Dans l'ensemble des 19 pays membres actuels du CAMES, le taux de croissance moyen de la proportion des étudiants dans la population des pays membres du CAMES entre 1971 et 2014 est ainsi supérieur de plus de deux fois à celui de la croissance moyenne de la leur population totale (Tableau 1).

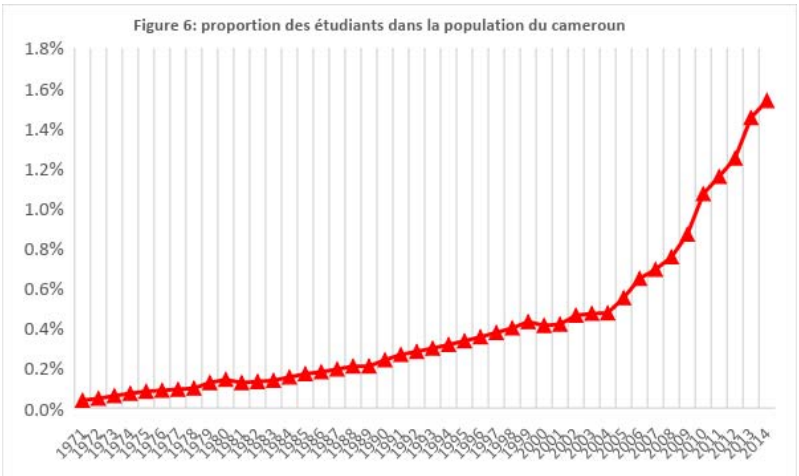
Tableau 1: Comparaison du Taux de Croissance de la Proportion des Étudiants Dans la Population Totale et du Taux de Croissance de la Population Totale Dans L'espace CAMES

Taux de croissance moyen de la proportion des étudiants dans la population des pays membres du CAMES entre 1971 et 2014	Taux de croissance moyen de la population des pays membres du CAMES entre 1971 et 2014
6,801%	2,881%

Source: l'auteur à partir des WDI 2017

ii. *Quelques évidences empiriques au Cameroun*

Sur l'axe de la massification des effectifs pour la période 1971-2014, dans le cas particulier du Cameroun, l'observation des statistiques du système d'enseignement supérieur indique naturellement une tendance similaire à celle de l'ensemble des pays membres du CAMES, mais avec cependant un trend croissant relativement plus fort (Figure 6).



Source: l'auteur à partir des WDI 2017

Fig. 6: Propoetion des etudiants dans la Population du Cameroun

© 2018 Global Journals

Dans ce pays, le taux de croissance moyen de la proportion des étudiants dans la population entre 1971 et 2014 est en effet supérieur de plus de trois fois à celui de la croissance moyenne de sa population totale (Tableau 2).

Tableau 2: Comparaison du taux de croissance de la proportion des étudiants dans la population totale et du taux de croissance de la population totale dans l'espace CAMES

Taux de croissance moyen de la proportion des étudiants dans la population du Cameroun entre 1971 et 2014	Taux de croissance moyen de la population du Cameroun entre 1971 et 2014
8,937%	2,799%

Source : l'auteur à partir des WDI 2017

En considérant l'axe de la massification de l'offre, les chiffres mettent également en évidence une massification progressive du système d'enseignement supérieur du Cameroun, en révélant quasi-explicitement deux facteurs catalyseurs, à savoir : la réforme universitaire de 1993 et la loi d'orientation de l'enseignement supérieur de 2001. En effet, avant 1993 le système d'enseignement supérieur universitaire du Cameroun ne comptait qu'une seule université et 12 établissements universitaires (Figure 7), aucune université privée et moins de cinq Instituts Privés d'Enseignement Supérieur (Tableau 3).

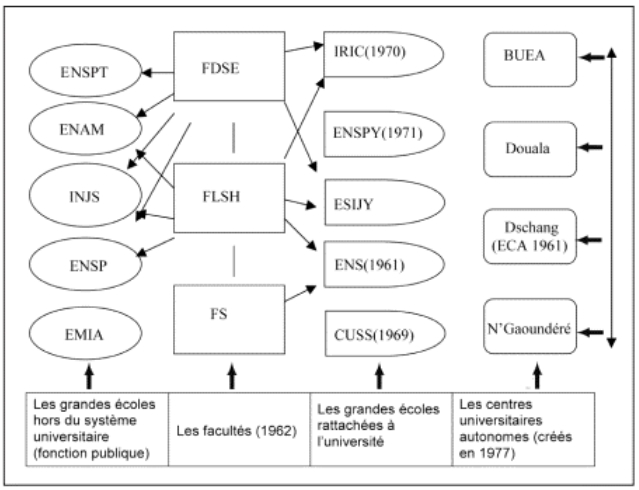


Figure 7: Schéma architectural du système universitaire avant la réforme de 1993

Légende

ENAM : École nationale d'administration et de magistrature. **ENS**: École normale supérieure. **ENSP**: École nationale supérieure de police. **ENSPT**: École nationale supérieure des postes et télécommunications. **ENSPY** : École nationale supérieure polytechnique de Yaoundé. **ENSTP**: École nationale supérieure des travaux publics. **ESIJY**: École supérieure internationale de journalisme de Yaoundé. **FDSE** Faculté de Droit et de Sciences économiques. **FLSH** : Faculté des Lettres et des Sciences humaines. **FS**: Faculté des Sciences. **INJS**: Institut national de jeunesse et sports. **IRIC**: Institut des relations internationales du Cameroun.

Source: Folefack (2017)

Tableau 3: Evolutions indicatrices de la massification de l'offre d'enseignement supérieur au Cameroun

Sous-système d'enseignement supérieur relevant du public au Cameroun		
	Avant 1993	Situation en 2017
Universités d'Etat	01	08
dont établissements publics	*12*	*67*
Universités transnationales	00	03
Universités Virtuelles	00	02
Sous-système d'enseignement supérieur relevant du privé au Cameroun		
	Avant 2001	*Situation en 2017*
Instituts Privés d'Enseignement Supérieur (IPES)	Moins de 05	Plus de 220
Universités	01	02

Source: l'auteur

© 2018 Global Journals

Relativement au troisième axe qui est celui de la massification des produits ou services offerts, les données mettent également en évidence la réalité du phénomène, notamment en termes d'accroissement de la variété des formations désormais offertes dans le système d'enseignement au Cameroun. Il apparait ainsi que:

- Dans le sous-système d'enseignement supérieur relevant du public, l'effectif des établissements facultaires classiques est passé de 03 avant 1993 à 22 de nos jours, alors que celui des établissements professionnels et technologiques passait dans le même temps de 09 à 45.
- Tous les 11 grands domaines d'étude et de formation dans l'enseignement supérieur tels que définis par la Classification Internationale Type d'Education de 2013 (CITE)[32] sont désormais couverts dans le système d'enseignement supérieur du Cameroun et, dans cet ensemble global, 83% des domaines d'éducation et de formation détaillés sont effectivement concernés à travers environ 298 offres de formation.

III. La Massification de L'enseignement Supérieur : Quelques Enjeux et solutions

Le processus régulier de massification à tendance croissante qui a cours dans le système d'enseignement supérieur du Cameroun et de tout l'espace du CAMES comme dans les autres régions du monde emporte de multiples enjeux interpellant diverses pistes de solutions.

a) *Enjeux inhérents à la massification de l'enseignement supérieur*

Les enjeux inhérents à la massification de l'enseignement supérieur peuvent être répartis sous deux sous-ensembles, selon qu'ils sont perçus comme constituant une menace ou une opportunité par les différents acteurs de ce système. On distinguera ainsi : d'une part les enjeux à connotation péjorative (menace) et, d'autre part, les enjeux à connotation méliorative (opportunité).

i. *Quelques enjeux à connotation péjorative*

Pour les acteurs du système d'enseignement supérieur, la massification dans l'enseignement supérieur emporte quelques enjeux à connotation péjorative entre autres pour la qualité de la formation et l'emploi.

En effet, il apparait évident que, toutes choses restant égales par ailleurs, l'accroissement rapide des effectifs d'étudiants dans un contexte de quasi-stagnation contrainte des ressources publiques affectées au sous-secteur de l'éducation et de la formation accentue le risque de détérioration de la qualité des formations dans l'enseignement supérieur.

Cette hypothèque que le phénomène de massification fait peser sur la qualité de la formation s'étend également à l'emploi, notamment en ce qui concerne sa stabilité. En effet, du fait de l'accroissement du nombre de diplômés consécutif à la massification, le paradoxe d'Anderson (1961) – qui traduit une lente dévalorisation progressive des diplômes au fil des générations – est désormais avérée (Forsé, 1997). Cette réalité proche du paradoxe de composition de Keynes a pour corollaire un déclassement plus rapide des qualifications par l'intensification de la compétition technologique.

Cependant, la perspective Schumpétérienne de la concurrence, et donc de la compétition technologique, comme processus de « destruction créatrice» invite à ne pas ignorer les possibles enjeux positifs de la massification de l'enseignement supérieur.

ii. *Quelques enjeux à connotation méliorative*

Considérant les fonctions-objectifs normales des acteurs du système d'enseignement supérieur, il est possible de relever que la massification dans l'enseignement supérieur emporte également des enjeux à connotation méliorative entre autres pour la compétitivité de l'économie et le bien-être social.

Un trait caractéristique essentiel de la globalisation des économies consiste en l'intensification de la concurrence. Dans ce contexte, la réussite tant des entreprises que des économies nationales est largement tributaires de la maîtrise qu'elles ont des technologies.

Parce qu'elle se traduit par une augmentation de la masse des ressources humaines disposant de compétences et/ou des habilités à assimiler des technologies innovantes, la massification du système d'enseignement supérieur dans les pays en développement en général et de l'Espace du CAMES en particulier peut être un facteur d'insertion positive dans la globalisation, précisément par un arrimage réussi dans la chaîne des valeurs mondiales. Dans cette ère d'économie de la connaissance, la massification du système d'enseignement supérieur nourrit en effet la recherche-développement et le développement des compétences et habilités: de production en quantité et en qualité, de commercialisation en quantité et en qualité et de négociation nationale et internationale.

Le paradoxe d'Anderson qu'elle charrie lui procure en même temps quelques attributs de facteur

[3] Ces grands domaines sont notamment : 00 Programmes et certifications génériques ; 01 Éducation ; 02 Lettres et arts ; 03 Sciences sociales, journalisme et information ; 04 Commerce, administration et droit ; 05 Sciences naturelles, mathématiques et statistiques ; 06 Technologies de l'information et de la communication ; 07 Ingénierie, industries de transformation et construction ; 08 Agriculture, sylviculture, halieutique et sciences vétérinaires ; 09 Santé et protection sociale ; 10 Services. UNESCO (2014).

© 2018 Global Journals

d'éveil. En effet, si la dévalorisation lente des diplômes expose les travailleurs au risque de déclassement, elle invite en même temps à rester en alerte permanente sur l'adéquation de leurs compétences aux besoins du système productif, ce qui les inscrit rationnellement dans un scénario d'apprentissage continue, tout au long de la vie.

Enfin, dans la mesure où l'éducation et la connaissance possèdent des traits de bien public (non rivalité et exclusivité limitée), dans la perspective des capacités de Sen, la massification de l'enseignement supérieur est susceptible de contribuer à l'amélioration du bien-être social au sein des collectivités humaines dans lesquelles elle se produit.

Cependant, pour être saisies, toutes les opportunités ainsi relevées requièrent que la massification dans le système d'enseignement supérieur soit convenablement gérée. Concrètement il s'agira de lui trouver des solutions idoines.

i. *Solutions explorées et explorables en réponse à la massification dans l'enseignement supérieur*

De l'observation des pratiques en cours, il ressort que, pour relever au mieux les défis inhérents au phénomène de sa massification, les responsables en charge des prestations dans le système d'enseignement supérieur mettent en œuvre diverses solutions qui peuvent elles-mêmes servir de fondements à d'autres solutions explorables, notamment lorsqu'elles sont mises en rapport avec les opportunités d'innovations ouvertes par les technologies de l'information et de la communication.

ii. *Quelques solutions explorées dans nos universités*

En réponse à la massification dans l'enseignement supérieur, les solutions en cours d'exploration dans la plupart des universités des pays de l'espace CAMES et même d'Afrique en général sont globalement de 03 ordres:

- La répartition des étudiants d'une même classe en plusieurs groupes pour préserver le confort de travail ;
- La mise à jour des programmes en vue de la professionnalisation et de l'employabilité des apprenants comme salariés, auto-employés ou entrepreneur;
- Le lancement de formations et autres activités génératrices de revenus dans la perspective de subventions croisées au profit des formations réputées être non marchandes.

La mise en œuvre de la première solution conduit à programmer, dans une même classe, chaque unité de cours en autant de fois qu'il y a de groupes. En fonction du capital humain disponible, le même enseignant ou des enseignants différents sont affectés aux différents groupes ainsi créés. Cet éclatement des étudiants d'une même classe en plusieurs groupes permet d'améliorer le confort de travail des enseignants qui, maîtrisant mieux leurs classes, peuvent alors améliorer la qualité de l'encadrement des apprenants.

Dans le même temps, favorisé par la généralisation de l'adoption du système licence-master-doctorat (LMD), on assiste dans les universités à une mise à jour relativement plus régulière des curricula, en partenariat avec les milieux socio-professionnels. Cette mise à jour participe du processus d'assurance qualité implicite ou explicite et vise clairement non seulement à endiguer le paradoxe d'Anderson, mais aussi à promouvoir l'entrepreneuriat.

Dans la mesure où l'exploration de ces deux premières solutions a révélé une augmentation des besoins en financements des universités, notamment celles qui relèvent du public, ces dernières ont été conduites à lancer des programmes de formation professionnelle continue ciblant un public d'apprenants en activités sur le marché de l'emploi. Disposant d'un pouvoir d'achat supérieur à celui des apprenants dans les formations dites initiales, ces apprenants acceptent des payer des frais de formations suffisamment élevés pour permettre aux établissements universitaires qui les offrent de dégager des marges destinées à "subventionner" les besoins supplémentaires de financement engendrés par la massification des effectifs. En répondant par définition à des demandes quelques fois bien spécifiques, cette solution contribue généralement à la massification des services offerts et/ou à celle de l'offre lorsqu'elle implique la création d'une institution nouvelle de formation.

Au total, il apparaît que ces solutions explorées visent à relever les défis de la qualité et de la pertinence de la formation qui invitent cependant à en explorer d'autres.

iii. *Quelques solutions explorables*

L'association des solutions explorées, ci-avant présentées, avec les opportunités d'innovations qu'offrent les développements des technologies de l'information et de la communication induit à envisager l'existence d'autres solutions susceptibles d'exploration par les responsables en charge des systèmes d'enseignement supérieur.

Sous ce prisme, une approche de solution complémentaire immédiate consisterait à actionner finement le levier de la gouvernance techno-numérique par une exploitation davantage innovante des TIC pour l'éducation et la formation. Concrètement, cette approche pourrait se traduire par:

- la systématisation des projets de supports numériques de formation dont certains sont d'ailleurs en cours dans certains pays membre du CAMES [43] ;
- l'implémentation de modèles de formation « semi-présentiels mono-enseignant multisalles en

[4] C'est le cas du projet e-book au Cameroun.

© 2018 Global Journals

synchrones » ainsi qualifiés parce qu'il consisterait à exploiter les TIC pour permettre à un même enseignant d'être, à travers des écrans dédiés, simultanément suivi dans plusieurs salles de classe par des apprenants avec la possibilité pour ces derniers d'échanger en temps réel avec lui à la faveur des caméras judicieusement positionnées.

- L'implémentation d'un modèle de formation hybride présentiel-distanciel(*blended learning*) contextualisé parce qu'envisager en terme de E-LAN (*Educational Local Area Network*) ou de E-MAN (Educational Metropolitan Area Networks). Leurs originalités résideraient alors dans le fait de fonctionner sous forme d'intranet, avec un accès certes contrôlé, mais gratuit, par wifi aux apprenants sur un campus (E-LAN) ou dans un rayon géoFigure à définir (E-MAN). La gratuité étant ici envisagée comme facteur incitatif à l'usage d'autant plus déterminant que de nombreuses études révèlent que les coûts d'accès élevés restent l'un des principaux facteurs explicatifs de la fracture numérique dans les pays en développement (Tamokwe et Jazet, 2016).

Dans la même ornière, deux autres leviers pourront également faire l'objet d'un actionnement affiné à savoir : le levier de la gouvernance académique et le levier de la gouvernance heuristique. Par l'accessibilité de l'information désormais facilité par les TIC, en vue de conforter la qualité des formations et l'employabilité des apprenants, les responsables veilleront encore plus méticuleusement à :

- d'une part la « *glocalisation* » effective des formations[54] dans le sens où les apprenants reçoivent une formation de standard international pour être compétitif sur le marché mondial avec cependant des applications locales pour être porteurs de solutions adaptés aux besoins de leur proche environnement ;
- d'autre part à la diversification de la recherche en matière d'innovation pédagogique arrimée aux standards internationaux en vue d'apporter toujours plus de solutions à la problématique de la massification dans l'enseignement supérieur dont les marges de progressions restent importantes du fait de la structure essentiellement jeune de la population africaine. Ultimement, ces solutions viseront à optimiser les dividendes démoFigures que les pays de l'espace du CAMES et de toute l'Afrique sont en droit d'escompter de la prépondérance des jeunes dans la structure par âges de leur population.

[5] L'idée est celle qu'on peut qualifier de "*train global while experimenting local*".

IV. Conclusion

Nous avons voulu apporter une contribution à la question des enjeux du phénomène de massification de l'enseignement supérieur et mettre en exergue quelques solutions explorées ou explorables dans le contexte du Cameroun et de l'espace CAMES en prenant appui sur l'essor des Technologies de l'Information et de la Communication.

L'empruntant aux concepts des sciences économiques et de gestion pour disséquer ce phénomène conduit à entrevoir 03 axes contribuant à l'alimenter, à savoir : un axe de la demande, un axe de l'offre et un axe des produits ou services.

Cette massification, dont un fait stylisé des plus saillants – tant au Cameroun que dans tous les pays de l'espace du CAMES – consiste en ce que l'accroissement de la proportion des étudiants dans la population totale sur la période 1971-2014 est au minimum deux fois supérieur à celui de la population totale, peut se prêter à des analyses relevant de théories économiques aussi diverses que la théorie des choix publics, la théorie de la bureaucratie, la théorie du capital humain, la théorie de l'agence ou la théorie du signal.

Ce phénomène est porteur d'enjeux à connotation péjorative pour certains perçus comme des menaces et d'enjeux à connotation méliorative pour d'autres perçus comme des opportunités. Il fait peser une hypothèque sur la qualité de la formation et sur le marché de l'emploi, l'une de ses principales menaces résidant dans le paradoxe d'Anderson qu'il peut entrainer.

Pour y faire face, les responsables en charge dans les systèmes d'enseignement supérieur des divers pays explorent déjà diverses solutions qui peuvent elles-mêmes servir de fondements à d'autres solutions explorables, notamment lorsqu'elles sont mises en rapport avec les opportunités d'innovations ouvertes par les technologies de l'information et de la communication. Ainsi, la solution explorée de la répartition des étudiants d'une même classe en plusieurs groupes pour préserver le confort de travail conduit par exemple à la solution explorable de l'implémentation de modèles de formation « semi-présentiels mono-enseignant multisalles en synchrones ». En somme, ces solutions qui ont globalement pour objectifs : de neutraliser les menaces inhérentes à la massification dans l'enseignement supérieur, de transformer certaines de ces menaces en opportunités, et de saisir les opportunités immédiates avec pour finalité de sauvegarder et d'assurer la pertinence et la qualité des formations et autres prestations offertes.

Références BiblioFigures

1. Anderson C. A. (1961). "A Skeptical Note on Education and Mobility", in Halsey A. M. et al,

© 2018 Global Journals

Education, Economy and Society, New York, London, McMillan.
2. BECKER G. S. (1962). «Investment in Human Capital: A Theoretical Analysis », *Journal of Political Economy*, vol. 70, pp. 9-49.
3. Dill, D. and F. Van Vught (eds). (2010). *National Innovation and the Academic Research Enterprise*; *Public Policy in Global Perspective*, the Johns Hopkins University Press, Baltimore.
4. Folefack E. (2017). "L'architecture du système universitaire Camerounais: évolution historique et dynamique actuelle", *in* Ngwé L. and H-D-P. Pokam (2017), *L'enseignement supérieur au Cameroun depuis la réforme de 1993: Dynamiques et perspectives*, CODESRIA, Dakar, pp. 31-56.
5. Forsé M. (1997). "La diminution de l'inégalité des chances scolaires ne suffit pas à réduire l'inégalité des chances sociales", *Revue de l'OFCE*, n°63, pp. 229-239.
6. James M. Buchanan J. M., R. D. Tollison and G. Tullock. (eds). (1980). *Toward a Theory of the Rent-Seeking Society*. College Station: Texas A&M University Press.
7. Jensen M.C. and W.H. Meckling. (1976). "Theory of the Firm: Managerial Behavior, Agency Costs and Ownership Structure", *Journal of Financial Economics*, Vol. 3, pp. 305-360.
8. Lucas R. (1988). "On the Mechanics of Economic Development", *Journal of Monetary Economics*, vol. 22, pp. 3-42.
9. Mohamedbhai G. (2008). *The effects of massification on higher education in Africa*. AAU, Accra. Accessible en ligne à l'adresse : http://ahero.uwc.ac.za/index.php?module=cshe&action=downloadfile&fileid=184090925132027916241 26. Consulté le 03/11/2017.
10. Niskanen W. (1971), *Bureaucracy and Representative Government*. Chicago: Aldine & Atherton.
11. Romer P. (1990). "Endogenous Technological Change", *Journal of Political Economy*, vol. 98, pp. 71-102.
12. Schultz T. W. (1960). "Capital Formation by Education", *Journal of Political Economy*, 60, pp. 571-583. Schultz T. W. (1961). "Investment in Human Capital", *American Economic Review*, 51(1), pp. 1-17.
13. Solow, R.M. (1957). «Technical Change and the Aggregate Production Function», *Review of Economics and statistics*, 39, pp. 312-320.
14. Spence A.M. (1974). *Market signaling: Infor-mation transfer in hiring and related processes*. Harvard University Press, Cambridge, MA.
15. Tamokwe P. G. B. and S. F. M. Jazet. (*2016*), "Digital divides in Sub-Saharan Africa: Gender issues and evidence from Cameroon", *African Review of Economics and Finance, 8,* pp 201 - 233.
16. Tremblay K., D. Lalancette, D. Roseveare. (2012). *Assessment of higher education learning outcomes. Feasibility study report. Volume 1. Design and implementation*, OECD.
17. UNESCO. (2014). *Domaines d'études et de formation de la CITE 2013 (CITE-F)*, Institut des Statistiques de l'UNESCO. Accessible en ligne àl'URL :http://unesdoc.unesco.org/images/0022/00 2293/229319f.pdf, consulté le 23/11/2017.
18. Wolter, A. (2013). "Massification and Diversity: Has the Expansion of Higher Education Led to a Changing Composition of the Student Body? European and German Experiences". In I. Repac & P. Zaga (Eds.), *Higher education reforms: looking back - looking forward*, pp. 202–220. Ljubljana. https://www.pef.unilj.si/fileadmin/Datoteke/Mednarodna/conference/wher/after/wolter.pdf, consulté le 02/11/2017.

© 2018 Global Journals